

L'UE N'EST PLUS LE DÉBOUCHÉ NATUREL DES EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES DE LA FRANCE

Le déficit commercial de la France s'est réduit en 2013 et la balance du secteur agroalimentaire a enregistré une légère progression. Cette tendance préfigure-t-elle une réduction tendancielle de nos déficits à plus long terme ?

28

61,2 milliards d'euros, déficit commercial extérieur français en 2013

Au regard des déficits antérieurs successifs du commerce extérieur français, l'année 2013 s'est terminée sur un résultat apparemment encourageant. Le déficit commercial s'est, en effet, réduit de quelque 6 milliards d'€. Le secteur agroalimentaire a, quant à lui, enregistré un nouvel excédent, de 11,6 milliards, en légère progression par rapport à celui de 2012.

L'économie française se distingue depuis de nombreuses années par un déficit chronique de ses échanges extérieurs de marchandises. Cette tendance a suscité le développement récent de la problématique de la compétitivité, avec grand renfort de propositions pour stopper dans un premier temps cette tendance, puis l'inverser dans un second temps. Il est vrai que le déficit commercial s'est considérablement creusé entre 2009 et 2011, passant de - 45,4 à - 74,2 milliards (- 52,4 en 2010), pour se réduire par la suite.

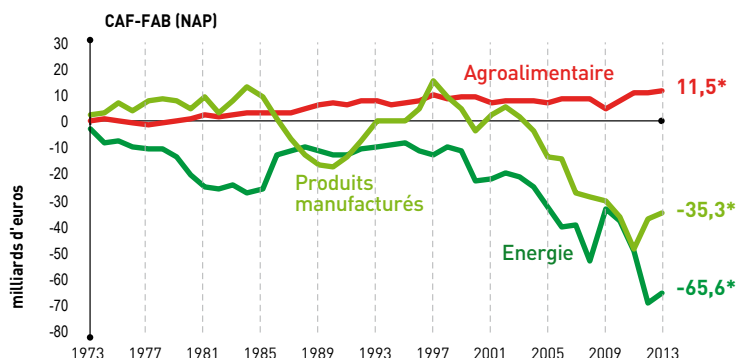
En 2012, ce déficit atteignait 67,3 et il s'est fixé en 2013 à 61,2 milliards d'€ FAB/FAB¹. Comment interpréter cette évolution qui, à première vue, semble positive ? Dans cet ensemble, quelle est la position du secteur agricole et alimentaire ?

UN RÉSULTAT GLOBAL POSITIF MAIS TROMPEUR

L'abysmal déficit du commerce extérieur enregistré en 2011 n'est-il qu'un mauvais et lointain souvenir ? En 2013, la réduction de ce déficit de quelques 13 milliards d'€ par rapport à 2011 (et de 5 milliards par rapport à 2012) offre une occasion de s'interroger sur son sens économique. Il faut au préalable indiquer que le repli du déficit provient, pour l'essentiel, d'un affaiblissement de la croissance annuelle des importations (- 2,3 %), supérieur à celui des exportations, lesquelles n'ont diminué que de 1,3 %. La contraction des importations a touché en premier lieu les produits énergétiques. La facture énergétique était en 2013 de 65,6 milliards d'€, contre plus de 69 milliards un an plus tôt. La baisse du prix de baril de pétrole Brent et la stagnation de l'économie française expliquent cette configuration. Ensuite, un recul assez net des importations de produits chimiques, aéronautiques et pharmaceutiques a été constaté. La baisse des importations de ces types de produits, et en premier lieu en chimie, considérés comme des biens intermédiaires, administre la preuve de l'atonie de la croissance française depuis le début de la crise en 2008.



Solde commercial de la France par secteur



¹ Les exportations et les importations sont régulièrement évaluées FAB (Franco A Bord), c'est-à-dire sans tenir compte du coût de l'assurance et du fret.



Des débouchés vers les pays tiers

La grande nouveauté de l'année 2013 réside dans le fait que pour la deuxième année consécutive depuis la décennie 1970, l'excédent retiré des flux commerciaux avec les pays tiers est supérieur à celui obtenu sur l'Union européenne.

UNE FAUSSE BONNE NOUVELLE

Paradoxalement, la contraction du déficit ne serait pas une bonne nouvelle, car elle est plutôt le reflet d'une économie peu dynamique, qui investit moins et qui ne crée pas suffisamment d'emplois

C'est pourquoi la contraction du déficit est sans doute une bonne nouvelle si l'on se situe du strict point de vue comptable, elle l'est moins dans la mesure où elle est le reflet d'une économie peu dynamique, qui investit moins et qui ne crée pas suffisamment d'emplois. Que la croissance reparte et l'on verra, au moins à court terme, la contrainte extérieure resurgir. Les exportations ont quant à elles peu progressé, que ce soit sur l'UE ou sur les pays tiers. Le repli de - 0,7 % des exportations françaises vers ses partenaires de l'UE confirme que cette zone économique n'a pas renoué avec une croissance sou-

tenue, limitant de ce fait les débouchés pour les exportateurs français. Concernant les exportations vers les pays tiers, le retournement de - 2,5 % enregistré en 2013 contraste fortement avec la progression de + 8 % de 2012. Il faut y voir d'une part une répercussion de la dégradation de la croissance dans les pays émergents, et en particulier ceux d'Asie, et d'autre part, l'impact de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar. Les exportations de machines industrielles et agricoles, de produits chimiques sont en effet en net recul vers l'Asie et la Russie.

Dans ce panorama général, une nuance est à apporter. L'essoufflement des exportations durant l'année 2013 est très différencié selon les secteurs. Ceux sur lesquels l'économie française est d'ordinaire performante ont manifestement mieux résisté que les autres, évoqués à l'instant. Parmi eux figurent les produits pharmaceutiques (+ 2,5 %), l'aéronautique (+ 1 %) les produits de l'habillement de luxe, les cosmétiques et l'horlogerie, et les produits agricoles qui vont faire l'objet d'un traitement spécifique dans ce qui suit.

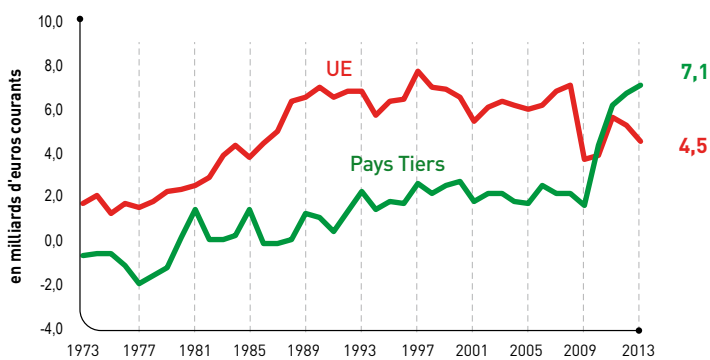
UN BON RÉSULTAT POUR LE SECTEUR AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Au risque de reproduire un propos souvent énoncé dans cette revue, un poncif en quelque sorte, il est nécessaire de rappeler que le secteur agricole et alimentaire continue de dégager des excédents réguliers et confortables depuis la seconde moitié des années 1970. En 2013, l'excédent commercial retiré des flux commerciaux de produits agricoles et alimentaires s'est fixé à 11,6 milliards d'€, en très légère progression par rapport à l'année précédente. En dépit de l'érosion des performances commerciales du complexe agroalimentaire depuis le milieu des années 1990, l'économie détient encore un secteur robuste pour compenser partiellement le déficit global de ses échanges.

La grande nouveauté de l'année 2013 réside dans le fait que, pour la deuxième année consécutive depuis la décennie 1970, l'excédent retiré des flux commerciaux avec les pays tiers est supérieur ●●●

●●● à celui obtenu sur l'Union européenne (graphique 2). Un résultat que l'on pouvait anticiper, au regard de la contraction des débouchés européens, imputables non seulement à la crise économique dans laquelle se trouvent plusieurs membres de la zone euro, mais aussi à la saturation de certains marchés comme celui des viandes. Sur l'UE, 2013 s'est achevée d'une part sur un recul de 6,2 % de l'excédent agroalimentaire global, et sur un effondrement de 50 % pour les seuls produits transformés. Les produits bruts voient en revanche leur excédent augmenter (+ 3,6 %). Il faut en tirer un enseignement important : l'UE, traditionnel débouché des exportations françaises, est distancée par les pays tiers, zone dans laquelle la demande est bien plus dynamique.

Solde agroalimentaire par zone



41 - Chambres d'agriculture - Études économiques source : UBIFRANCE

La progression de l'excédent sur pays tiers provient pour l'essentiel de la chute du déficit en produits bruts, puisqu'il passe de 1 milliard d'€ en 2012 à 476 millions d'€ en 2013. Il faut y voir la traduction de l'expansion des exportations de produits bruts – céréales et oléagineux (+ 13 %) et légumes (+ 16 %) – vers les pays tiers, et tout particulièrement vers l'Afrique du Nord, région confirmant qu'elle devient de plus en plus un débouché stratégique pour le secteur agricole et alimentaire français. L'excédent commercial agroalimentaire global a donc été tiré en 2013 par les produits bruts (+ 19,2%). L'appréciation de l'€ par rapport au dollar durant l'année 2013 n'a manifestement pas, à l'inverse d'autres secteurs, entravé la dynamique des exportations françaises, favorisée il est vrai par une baisse des prix des céréales. Si le solde excédentaire en produits transformés a subi l'an dernier une réelle érosion, il n'en demeure pas moins

que certains produits ont enregistré une croissance de leurs exportations. C'est le cas en particulier des produits laitiers – la contribution des fromages ayant été très forte – des produits à base de céréales, des aliments pour animaux et dans une moindre mesure des vins et boissons.

LA PLACE DE LA FRANCE DANS LE MONDE

En s'appuyant sur les données chiffrées fournies par l'Organisation Mondiale du Commerce, qui s'arrêtent à 2012, on met au jour le paradoxe entre, d'un côté la succession des excédents commerciaux agroalimentaires français depuis de nombreuses années et, de l'autre, la diminution de la part de la France dans les exportations mondiales de ce type de produits, la faisant passer du deuxième au cinquième rang (9 % en 1990 contre 4,8 % en 2012). Le diagnostic maintes fois souligné d'un rattrapage puis d'un dépassement par les Pays-Bas, ensuite par l'Allemagne et désormais par le Brésil, est désormais bien intégré dans les esprits, au point que le gouvernement français a fait du secteur agricole l'un des leviers possibles du redressement de la compétitivité de l'économie française.

La progression de l'Allemagne ne saurait, pour autant, occulter le fait que, lorsque l'on évoque les échanges, il s'agit des importations autant que des exportations. À ce jeu là, il est nécessaire de rappeler que l'excédent français est l'exact symétrique du déficit allemand. Que notre voisin d'Outre-Rhin exporte davantage que la France, certes, mais pas au point, loin s'en faut, d'accumuler des excédents commerciaux à la hauteur de ceux qu'il obtient dans le secteur manufacturier. Qu'on le déplore ou que l'on s'en réjouisse, l'économie française détient avec l'agriculture et les produits transformés un réel atout pour reconquérir la position qui était la sienne il y a encore quinze ans. Le solde dégagé sur les pays tiers constitue une indication précieuse : c'est vers le grand large que les marchés se développent. ●

Thierry POUCH
Chambres d'agriculture France
Direction économie des agricultures et des territoires